

Mur - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

MAI
2017

APPEL À SOUTIEN DES EXILÉ-E-S DU VILLAGE OLYMPIQUE SANS LOGEMENT

Nous sommes tous des exilés venant de plusieurs pays d'Afrique. Les guerres, la répression politique, les conflits religieux, l'homophobie, l'insécurité et d'autres formes de persécution, nous ont forcés à quitter nos pays. Nous sommes venus en France pour chercher la protection de l'État français. Nous avons choisi la France car c'est un pays de droits comme l'atteste sa devise « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Nous avons confiance d'y trouver asile.

Cependant, malgré l'obligation de l'État de nous héberger, nous nous sommes retrouvés à la rue. Nous avons dû trouver une solution par nous-mêmes et c'est la raison pour laquelle nous nous sommes installés au squat du VO, où plusieurs d'entre nous ont habité pendant plus de quatre ans. Le 15 mars, un incendie s'est déclaré alors que le bâtiment était privé d'électricité depuis trois semaines. Le CROUS de Grenoble et la Préfecture ont été informés de ces conditions, et surtout des risques de nous laisser vivre sans électricité. Malgré nos informations et nos demandes, rien n'a été fait pour améliorer la situation. Dans l'urgence, des solutions de relogement temporaires ont été proposées par la ville de Grenoble : d'abord dans un gymnase puis dans des hôtels pendant plusieurs semaines. Notre hébergement se termine le 12 mai et rien n'est prévu pour la suite.

Sans solution pérenne d'hébergement proposée par l'État, nous avons décidé d'occuper illégalement un nouveau lieu rue Aristide Bergès pour y vivre.

Ensemble, nous avons fait ce choix pour dénoncer la non-prise en charge de l'hébergement par l'État, qui ainsi, veut décourager les étrangers de demander l'asile en France. De ce fait, un premier bâtiment abandonné a déjà été occupé mais il a été brutalement expulsé par la police au bout de quelques jours.



Notre acte est illégal, tout comme l'action de l'État qui ne nous héberge pas. Notre décision est pourtant légitime car nous avons droit, comme toute personne, à vivre sous un toit. Nous voulons rappeler que parmi nous vivent des familles, des enfants, des femmes seules.

Nous cherchons aujourd'hui votre mobilisation pour dénoncer à nos côtés cette situation inacceptable. Nous avons besoin de soutien pour protéger notre nouveau lieu d'habitation car il constitue la seule solution d'hébergement pour nous.

CHRONOLOGIE RÉCAPITULATIVE

Octobre 2012 : Ouverture du squat au Village Olympique expulsable à partir d'avril 2013.

Février 2017 : Coupure d'électricité par les propriétaires (l'état).

Mars : Incendie dans le squat. Relogement d'une partie des habitant.e.s en gymnase puis en hôtel par le CCAS.

Avril : Occupation et expulsion violente de l'hôtel Moucherotte

rue Gaché, vide depuis plusieurs années et appartenant à une grosse société immobilière défiscalisée, 4 personnes en garde à vue.

Mai : Occupation et expulsion violente de l'ancien CMP rue Bergès appartenant au CHU de Grenoble (notons que Piolle, le maire de Grenoble siège au conseil de surveillance du CHU).

Quelques jours plus tard : Réoccupation du bâtiment rue

Bergès et en parallèle occupation de la direction du CHU. Le lendemain, 2ème expulsion illégale et répression accrue: gros dispositif policier, gazage et matraquage des personnes en soutien, 9 personnes expulsées en garde à vue.

Mi-mai: Mise à la rue des personnes hébergées en hôtel jusqu'à présent par le CCAS de Grenoble --> le même jour rassemblement devant les locaux du CCAS.

Mur - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

MAI
2017

À VENTIMIGLIA COMME AILLEURS, LE PROBLÈME C'EST LA FRONTIÈRE

Le 16 avril, à Menton, des personnes ont manifesté contre la fermeture des frontières et les expulsions, solidaires avec les exilé.E.s bloqué.E.s en Italie, à Ventimiglia.

Entre la France et l'Italie, la frontière a été rétablie en juin 2015. Depuis, les polices des 2 pays collaborent activement pour empêcher les réfugié.E.s de passer. Les contrôles policiers sont omniprésents sur les routes, l'autoroute et dans les trains à destination de la France (Ventimiglia-Menton-Nice). Le profilage raciste sévit : toutes les personnes non blanches sont contrôlées. Et le personnel de la SNCF est forcé de collaborer. Arrestations, parcage dans les gares, et renvois en Italie. Puis déportations par bus entiers vers les hotspots du sud de l'Italie.

Les exilé.E.s vivent dans des conditions indignes, contraint.E.s de se cacher et de prendre des risques pour tenter le passage. Par la montagne, l'autoroute, la voie ferrée.

Tous les mois on compte des mort.E.s et des blessé.E.s. La solidarité s'organise, à Ventimiglia et plus au nord, dans la vallée de la Roya, côté

français. Mais la situation s'est durcie ces derniers mois.

En août 2016, le maire de Ventimiglia a interdit la distribution de nourriture, qui se fait depuis « à la sauvette ». Les militant.E.s sont criminalisé.E.s. Accusé.E.s d'être des passeurs, des européen.NE.s solidaires passent en procès et risquent la prison. D'autres reçoivent des interdictions du territoire italien ou de Ventimiglia.

**LA RÉPRESSION NE BRISERA PAS LA SOLIDARITÉ !
ENSEMBLE CONTRE LES FRONTIÈRES !**



15 ANS DE RÉPRESSION DES RÉFUGIÉ.E.S DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

À Grande-Synthe, en avril 2017, le campement toléré de la Linière a été détruit par un incendie. Même si un tiers des installations restait intact, l'incendie a servi de prétexte aux autorités pour fermer le camp. La majorité des 1200 personnes qui vivait dans un espace prévu pour 700 s'est retrouvée sans abri. Certaines ont été hébergées provisoirement dans des gymnases. D'autres qui ont voulu se ré-installer dans les cabanes habitables ou cherchaient une solution du côté de Calais ont été chassées par les CRS.

Les fermetures de camps se succèdent et s'accompagnent de la violence d'État. On les justifie par l'argument de "l'appel d'air", comme en 2002, lors de la fermeture du hangar de Sangatte – lieu précaire de mise à l'abri pour des réfugié.E.s qui fuyaient guerres et dictatures. Déjà, on nous faisait croire que les réfugié.E.s voulaient s'installer là, alors que leur intention était de rejoindre leur famille en Angleterre.

Comme Sangatte, le camp de Grande-Synthe n'était en rien une solution. Les moyens mis en oeuvre par l'Etat étaient bien trop limités face aux besoins.

D'autant qu'après la destruction de la "jungle" et la fermeture du camp Jules-Ferry à Calais, en octobre 2016, les besoins d'hébergement ont encore grandi. Les dernier.E.s arrivé.E.s ont seulement pu s'installer sous tentes, ce qui a créé des tensions avec les personnes hébergées en dur dans les cabanes. C'est ce sentiment de discrimination dans les conditions d'hébergement, mêlé à la précarité et à l'attitude irresponsable des autorités, qui sont à l'origine des violences et de l'incendie qui a suivi.

Aujourd'hui, le harcèlement policier sévit dans toute la région de Calais : frappé.E.s, gazé.E.s, chassé.E.s dès qu'ils essayent de poser une tente, les exilé.E.s sont arrêté.E.s (jusqu'à 5 fois dans la même journée) et abandonné.E.s au milieu de nulle part.

Grande-Synthe était une épine dans le pied de l'État français, qui continue de faire le sale boulot de garde-frontière pour le compte de la Grande-Bretagne, bafouant ainsi « le droit de toute personne à quitter tout pays (y compris le sien) » (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme).

Ce journal mural est un apériodique réalisé à Grenoble. Il paraît de temps en temps pour diffuser des infos, actualités et analyses sur ce qu'il se passe aux frontières de l'Europe : une véritable guerre à l'encontre des personnes exilées, avec son armée (Frontex) et ses relais médiatiques. Ces frontières ne sont pas des lignes, elles sont diffuses, leur présence est partout à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation systématique des exilées. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour toutes et tous, veut contribuer à lutter contre le racisme et les nouvelles formes du colonialisme, contre les frontières et les injustices sociales, et contre la politique de la peur.